



XP/SLSL

AFFICHÉ LE

03 OCT. 2023

ARR. 23/10/23. 685

Le Maire, **ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 230729****ARRÊTÉ PRESCRIVANT LA MISE À L'ENQUÊTE PUBLIQUE DE LA
MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Monsieur le Maire de SOULAC-SUR-MER,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.153-36 à L.153-41 ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 123-1 à L.123-18 et R. 123-1 à R. 123-27 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération en date du 21 mai 2007, modifié 28 juin 2010 ;

VU la délibération du 14 novembre 2022 relative à la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme ;

VU la décision n° MRAe 2023ACNA87 du 18 juillet 2023, portant avis conforme de non-soumission à évaluation environnementale du projet de modification n°2 du PLU de la commune de SOULAC-SUR-MER ;

VU la délibération n° 2023-06-09 du 26 septembre 2023 relative au projet de modification n°2 du PLU portant absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale ;

VU la décision n° E23000099/33 du 12/09/2023 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Bordeaux désignant Madame Georgette PEJOUX, Urbaniste - Aménageur retraitée, en qualité de commissaire enquêteur et Madame Inès PRIAT, en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique de la procédure de modification n° 2 du PLU de SOULAC-SUR-MER ;

VU les pièces du dossier à soumettre à enquête publique ;

ARRÊTE**Article 1 : Objet de l'enquête**

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification n°2 du PLU de SOULAC-SUR-MER.

Cette procédure a pour objectif :

- Le classement en zone UD de la parcelle cadastrée section AX n°11, située lieu-dit « Les Cousteaux Sud », conformément au jugement n°1900483 rendu par le tribunal administratif de Bordeaux le 30 décembre 2020, qui a censuré pour erreur manifeste d'appréciation le classement de cette parcelle en zone 2AU ;
- La réduction de l'emplacement réservé n°19 situé sur les parcelles cadastrées section D n°699 et 700, situées routes des Lacs ;
- La création d'un emplacement réservé sur les parcelles AP 147 et 148, 25 Boulevard Alsace-Lorraine, en vue de la réalisation d'une piscine municipale.

Article 2 : Autorité responsable du projet

La personne responsable de la procédure de modification n°2 du PLU de SOULAC-SUR-MER, auprès de laquelle les informations peuvent être obtenues, est la commune de SOULAC-SUR-MER, représentée par son maire en exercice et dont le siège administratif est situé au 2 rue de l'Hôtel de Ville, 33780 SOULAC-SUR-MER.

Article 3 : Désignation du Commissaire-enquêteur

Afin de conduire l'enquête publique, Madame Georgette PEJOUX, Urbaniste - Aménageur retraitée, a été désignée en qualité de commissaire enquêteur et Madame Inès PRIAT, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Article 4 : Siège de l'enquête

Le siège de l'enquête publique est situé à la mairie de SOULAC-SUR-MER, 2 rue de l'Hôtel de Ville, 33780 SOULAC-SUR-MER.

Article 5 : Dates et durée de l'enquête

L'enquête publique portant sur la modification n°2 du PLU de SOULAC-SUR-MER se déroulera du 30 octobre 2023 au 29 novembre 2023 soit une durée de 31 jours consécutifs.

Article 6 : Composition du dossier d'enquête publique

Le dossier d'enquête publique comprend :

- Le dossier de modification n° 2 du PLU de SOULAC-SUR-MER, comportant :
 - o Une notice de présentation,
 - o Les planches Est et Ouest du plan de zonage modifié,
- La décision de l'autorité environnementale concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale du projet de modification,
- La délibération du conseil municipal de la commune de SOULAC-SUR-MER confirmant la décision relative à l'absence d'évaluation environnementale,
- Les avis reçus des personnes publiques notifiées.

Article 7 : Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique sera consultable au siège de l'enquête, en mairie de SOULAC-SUR-MER, 2 rue de l'Hôtel de Ville, 33780 SOULAC-SUR-MER (siège de l'enquête publique) où le public pourra en prendre connaissance pendant les jours et heures habituels d'ouverture :

du lundi au jeudi : de 08h30 à 12h15 de 13h30 à 17h30

le vendredi : de 08h30 à 12h30

le samedi : de 8h30 à 12h

Il sera également disponible à l'adresse internet suivante : <https://www.mairie-soulac.fr>

Dès la publication du présent arrêté, toute personne pourra, sur sa demande adressée à Monsieur le Maire et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique.

Article 8 : Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations, propositions en-langue française :

- Sur le registre papier ouvert à cet effet, à feuillets non mobiles cotés et paraphés par la commissaire enquêtrice, qui sera tenu à la disposition du public au siège de la mairie de SOULAC-SUR-MER pendant la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture,
- Par courrier postal à l'attention de Madame la Commissaire Enquêtrice Mairie de Soulac 2 rue de l'Hôtel de Ville, 33780 SOULAC-SUR-MER ;
- Par courriel à l'adresse suivante : m.roi@mairie-soulac.fr

Seules les observations et propositions reçues pendant le délai de l'enquête soit du 20 octobre 2023 à partir de 08h30 jusqu'au 29 novembre 2023 à 17h30 au plus tard, y compris par voie électronique et courrier postal, seront prises en considération.

Ces observations et propositions seront tenues dans les meilleurs délais à la disposition du public au siège de l'enquête et les observations reçues par voie électronique seront accessibles sur le site internet de la commune pendant toute la durée de l'enquête.

Article 9 : Permanences du commissaire-enquêteur

La Commissaire Enquêtrice se tiendra à la disposition du public en Mairie de SOULAC-SUR-MER aux dates et horaires suivants :

- Lundi 30 octobre 2023 de 14h30 à 17h00
- Samedi 4 novembre 2023 de 10h00 à 12h00
- Mardi 14 novembre 2023 de 9h30 à 12h00
- Mercredi 29 novembre 2023 de 14h00 à 17h00

ARTICLE 10 : Publicité de l'enquête

Cet arrêté fera l'objet des mesures de publication réglementaires.

Un avis au public faisant connaître l'ouverture et les modalités d'organisation de l'enquête sera publié sur le site internet de la commune de SOULAC-SUR-MER à l'adresse <https://www.mairie-soulac.fr> et affiché dans les formes prévues par le code de l'environnement, à la mairie de SOULAC-SUR-MER ainsi que dans tous les lieux habituels d'affichage municipal (Place nord et sud du marché, à l'église du Jeune Soulac, Chemin de la Briqueterie ainsi que rue du Dauphin), 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de l'enquête.

Un avis sera également porté à la connaissance du public, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier d'enquête avant l'ouverture en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la seconde insertion.

Article 11 : Clôture du registre d'enquête

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête (sous format papier et électronique) sera mis à disposition de la Commissaire Enquêtrice qui le clôturera.

Article 12 : Remise du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur

Dès réception du registre et des documents annexés, la commissaire enquêtrice rencontrera sous huitaine le Maire de SOULAC-SUR-MER ou son représentant et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le Maire disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

La Commissaire Enquêtrice établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et examinant les observations recueillies. Il consignera, dans un document séparé ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet de PLU modifié.

Elle transmettra au Maire l'exemplaire des dossiers de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées, dans un délai de 30 jours à compter de la fin de l'enquête sauf en cas de demande motivée de report de ce délai, prévu à l'article L.123-15 du code de l'environnement.

La Commissaire Enquêtrice transmettra une copie de son rapport et de ses conclusions motivées à la Présidente du Tribunal Administratif de Bordeaux.

ARTICLE 13 : Lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur

Une copie du rapport et des conclusions seront tenus à la disposition du public en mairie de SOULAC-SUR-MER pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, conformément à l'article R.123-21 du code de l'environnement. Ils seront également consultables en ligne à l'adresse suivante : <https://www.mairie-soulac.fr>

ARTICLE 14 : Décision pouvant être adoptée à l'issue de l'enquête publique

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°2 du PLU de SOULAC-SUR-MER, éventuellement amendé pour tenir compte des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, pourra être soumis à l'approbation du conseil municipal de la commune de SOULAC-SUR-MER.

ARTICLE 15 : Exécution du présent arrêté

Une copie du présent arrêté sera adressée :

- au Préfet de la GIRONDE,
- à la Commissaire Enquêtrice,
- à Madame la Présidente du tribunal administratif de Bordeaux.



Xavier PINTAT
Maire de Soulac-sur-Mer
Membre honoraire du Parlement

Certifié exécutoire le
Publication le

Accusé de réception en préfecture
033-213305147-20231003-ARR-231003-685-AR
Date de télétransmission : 03/10/2023
Date de réception préfecture : 03/10/2023

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois suivant sa publication et sa transmission au représentant de l'État auprès du tribunal administratif de Bordeaux - 9 rue Tastet- 33000 BORDEAUX ou par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.